



the smarter alternative™
GLOBAL GRAPHICS®

COMMUNIQUE DE PRESSE

Contacts : Alain Pronost, directeur financier groupe
Tél. : + 33 6 62 60 56 51
Jill Taylor, responsable de la communication
Tél. : + 44 (0)1954 283 074

GLOBAL GRAPHICS : RESULTATS DU PREMIER TRIMESTRE 2010

Pompey (France), vendredi 23 avril 2010 - GLOBAL GRAPHICS SA (NYSE-Euronext : GLOG), groupe à l'expertise reconnue dans le développement de solutions pour la gestion de documents électroniques et l'impression, a annoncé ses résultats pour le premier trimestre de l'exercice 2010.

La comparaison des chiffres-clés du premier trimestre 2010 avec ceux du premier trimestre 2009 met en exergue les éléments suivants :

- un chiffre d'affaires consolidé de 2,0 millions d'euros ce trimestre (2,1 millions d'euros à taux de change constants), contre 2,7 millions d'euros au premier trimestre 2009,
- une perte opérationnelle de 1,1 millions d'euros ce trimestre, contre une perte opérationnelle de 0,1 million d'euros au premier trimestre 2009,
- une perte opérationnelle retraitée de 1,2 millions d'euros ce trimestre, contre une perte opérationnelle retraitée de 0,3 million d'euros au premier trimestre 2009,
- un résultat avant impôt retraité négatif de 1,2 millions d'euros ce trimestre (soit une perte avant impôt retraitée de € 0,12 par action), contre un résultat avant impôt retraité négatif de 0,2 million d'euros (soit une perte avant impôt retraitée de € 0,02 par action) au premier trimestre 2009,
- une perte nette de 1,2 millions d'euros ce trimestre (soit une perte nette de € 0,12 par action), contre une perte nette de 0,1 million d'euros au premier trimestre 2009 (soit une perte nette de € 0,01 par action),
- une perte nette retraitée de 1,2 millions d'euros ce trimestre (soit une perte nette retraitée de € 0,12 par action), contre une perte nette retraitée de 0,2 million d'euros au premier trimestre 2009 (soit une perte nette retraitée de € 0,02 par action).

Gary Fry, directeur général de Global Graphics, a commenté ces chiffres comme suit : "les ventes que nous avons réalisées ce trimestre dans le marché des arts graphiques ont été faibles, comme le souligne le fait qu'un client n'a pas passé sa commande habituelle de licences ce trimestre comme il l'avait fait à la même période l'année passée, dans la mesure où il n'a pas épuisé son stock de licences prépayées. Toutefois, au cours du dernier mois du trimestre, nous avons vu les signes avant-coureurs de la reprise dans notre segment Print."

"Au cours du premier trimestre, nous avons également noté avec satisfaction le succès croissant de notre application gratuite, gDoc Creator, qui a été téléchargée plus de 300 000 fois et a donné lieu à un enregistrement par plus de 40 000 clients. Nous avons aussi reçu confirmation, tant de la part d'utilisateurs que d'experts du secteur, du caractère innovant de notre produit et du fait qu'il permet à ceux qui l'utilisent de réaliser de substantiels gains de productivité. En témoignent également les

signes encourageants provenant du marché des grandes entreprises auprès de qui ont été signés 16 Corporate License Plans ce trimestre.”

“Nos charges ont été élevées ce trimestre du fait de dépenses non récurrentes exposées suite au lancement d’un nouveau produit et aux embauches réalisées avant la mise en œuvre de la restructuration, notamment celles de Monsieur Mike Finta à la tête de notre équipe de recherche-développement, et de Madame Elan Lennard à la tête de notre équipe d’assurance qualité et de support technique.”

Résultats du premier trimestre 2010

Le chiffre d’affaires consolidé s’est élevé à 2,0 millions d’euros ce trimestre, contre 2,7 millions d’euros au premier trimestre 2009, soit un repli de 25,0% à taux de change courants, et de 21,3% à taux de change constants.

Les charges d’exploitation se sont élevées à 3,0 millions d’euros ce trimestre, contre 2,7 millions d’euros au premier trimestre 2009, soit une hausse de 10,4% à taux de change courants.

Le Groupe a dégagé une perte opérationnelle de 1,1 millions d’euros ce trimestre (une perte équivalente à 54,5% des ventes ce trimestre), contre une perte opérationnelle de 0,1 million d’euros au premier trimestre 2009 (4,7% des ventes de ce trimestre).

Le Groupe a dégagé un résultat d’exploitation retraité (EBITA), tel que défini dans un tableau présenté ci-après, négatif de 1,1 millions d’euros ce trimestre, contre un résultat d’exploitation retraité négatif de 0,2 million d’euros au premier trimestre 2009. Par suite, la marge opérationnelle retraitée est négative, et équivalente à 53,3% des ventes ce trimestre, contre une marge négative, équivalente à 9,3% des ventes, au premier trimestre 2009.

Le Groupe a dégagé un résultat avant impôt retraité, tel que défini dans un tableau présenté ci-après, négatif de 1,2 millions d’euros ce trimestre, contre un résultat avant impôt retraité négatif de 0,2 million d’euros au premier trimestre 2009, conduisant à une perte avant impôt retraitée égale à € 0,12 par action ce trimestre, contre une perte avant impôt retraitée égale à € 0,02 par action au premier trimestre 2009.

Le Groupe a dégagé une perte nette de 1,2 millions d’euros ce trimestre (soit une perte nette égale à € 0,12 par action), contre une perte nette de 0,2 million d’euros au premier trimestre 2009 (soit une perte nette de € 0,01 par action).

Le Groupe a dégagé une perte nette retraitée (tel que défini dans un tableau ci-après) de 1,2 millions d’euros ce trimestre (soit une perte nette retraitée de € 0,12 par action), contre une perte nette retraitée de 0,2 million d’euros au premier trimestre 2009 (soit une perte nette retraitée de € 0,02 par action).

Mise en œuvre d’un plan de restructuration des activités du Groupe

Le 14 avril dernier, un plan de restructuration des activités du Groupe a été mis en œuvre au terme de la revue des axes de la stratégie poursuivie par le Groupe et de son portefeuille de produits qui avait été initiée par le conseil d’administration et l’équipe de direction du Groupe depuis plusieurs semaines.

Les principales caractéristiques de ce plan de restructuration sont les suivantes :

- Les activités de la filiale indienne du Groupe à Pune ont été externalisées vers le bureau local de Global Logic, société leader dans le domaine des activités de développement de produits au plan mondial. 23 des 31 salariés de la filiale indienne ont ainsi été transférés chez Global Logic, ce transfert permettant au Groupe d'avoir accès aux meilleures pratiques en matière de processus et de systèmes de développement, et de fidéliser les talents-clés des membres de son équipe de développement et d'assurance qualité en Inde.
- Les autres changements décidés dans le cadre de ce plan comprennent notamment la fermeture du bureau de développement en Floride, le déménagement de l'équipe de développement et d'assurance qualité des locaux actuels à Manchester vers des locaux plus fonctionnels à proximité, ainsi qu'une réduction des coûts de fonctionnement de l'infrastructure informatique du Groupe.
- Au total, environ 30 personnes ont été licenciées dans le cadre de ce plan de restructuration, dont 8 en Inde et 15 autres au Royaume-Uni.

Il sera comptabilisé une charge non récurrente au titre de ce plan dans les comptes consolidés établis au titre du trimestre en cours, dont le montant est attendu entre 0,3 et 0,5 million d'euros. Les économies de coûts attendues ont été évaluées entre 2,3 et 2,5 millions d'euros en base annuelle (sur la base des taux de change observés actuellement), cette fourchette tenant compte du coût des personnes dont l'embauche est prévue pour permettre au Groupe de réaliser ses objectifs stratégiques.

Trésorerie

Le Groupe dispose d'une trésorerie de 2,3 millions d'euros au 31 mars 2010, contre 3,1 millions d'euros au 31 décembre 2009, soit un repli de 0,8 million d'euros au titre du premier trimestre de l'exercice 2010.

La trésorerie utilisée au premier trimestre 2010 par le Groupe pour ses besoins d'exploitation s'est élevée à 0,6 million d'euros, la trésorerie utilisée pour financer ses investissements (acquisition d'immobilisations corporelles incorporelles au titre de l'activation de frais de développement) au cours de la même période s'élevant elle à 0,2 million d'euros.

Perspectives 2010

Monsieur Gary Fry a également indiqué : "nous disposons des solutions qui doivent nous permettre de nous imposer dans les marchés de l'impression commerciale et de labeur (office and commercial printing) ainsi que d'applications qui sont vraiment innovantes, ce dont de plus en plus de nos clients-cibles sont convaincus."

"Suite à la restructuration mise en œuvre la semaine passée, nous avons désormais une organisation qui doit nous permettre d'exécuter notre stratégie et une structure de coûts qui est fonction d'attentes réalistes."

Rapport annuel 2009

Les versions électroniques (en français et en anglais) du rapport annuel 2009 peuvent être téléchargées de la rubrique Investisseurs du site Internet du Groupe depuis le 31 mars 2010.

Des versions papier des versions anglaise et/ou française de ces rapports sont également disponibles : si vous souhaitez recevoir un ou plusieurs exemplaires du rapport annuel du Groupe pour l'exercice 2009, merci de bien vouloir le faire savoir en nous envoyant un courriel à l'adresse suivante : investor-relations@globalgraphics.com, ou en nous le demandant par tout moyen écrit adressé au siège social.

Assemblée générale des actionnaires

L'assemblée générale aura lieu ce vendredi 23 avril 2010 à compter de 9 heures à Bruxelles, en Belgique. L'ordre du jour et le texte des résolutions soumises au vote des actionnaires peuvent être téléchargés de la rubrique Investisseurs du site Internet du Groupe.

Annonce des résultats du deuxième trimestre 2010

Global Graphics prévoit d'annoncer les résultats consolidés du deuxième trimestre et du premier semestre de l'exercice 2010 le 29 juillet 2010 avant l'ouverture du marché.

A propos de Global Graphics

Global Graphics (www.globalgraphics.com) est un groupe leader dans le développement et la commercialisation de solutions logicielles répondant aux besoins des secteurs de l'impression numérique et de l'impression de labeur, et en matière de gestion de documents électroniques. Le Groupe commercialise ses solutions aux acteurs des marchés des arts graphiques et de l'impression de labeur, de l'impression numérique, des applications logicielles professionnelles et du knowledge worker. Le Groupe compte parmi ses clients les plus grands fabricants mondiaux de systèmes pré-presses numériques, d'imprimantes couleur grand format, de systèmes d'épreuves couleur, de copieurs et d'imprimantes pour les marchés professionnels, des grandes entreprises ou des PME, ainsi que pour l'usage privé ou en libéral, ainsi qu'une grande variété de sociétés de développement logiciel.

Précisions sur les affirmations à caractère prévisionnel (forward-looking statements)

Ce communiqué de presse contient, en plus d'informations historiques, des affirmations à caractère prévisionnel qui sont fondées sur des hypothèses, qui impliquent la prise en compte de certains risques ainsi que d'incertitudes. Ces affirmations à caractère prévisionnel englobent aussi bien des affirmations relatives à la croissance et aux projets d'expansion du Groupe que des affirmations sur des résultats prévus pour des périodes futures. De telles affirmations sont basées sur les prévisions actuelles de la direction du Groupe et sont sujettes à un certain nombre d'aléas quant à leur réalisation, qui, s'ils devaient se concrétiser, pourraient conduire à ce que les résultats réels s'avèrent être significativement différents de ceux énoncés dans les présentes affirmations à caractère prévisionnel.

Bien que la direction du Groupe estime que les prévisions reflétées dans lesdites affirmations sont raisonnables compte tenu des informations à sa disposition, elle ne peut garantir à quiconque que ces prévisions s'avéreront finalement exactes. En conséquence, aucun tiers ne devrait accorder une importance exagérée et hors de propos à ces affirmations.

En toute hypothèse, ces affirmations à caractère prévisionnel n'ont de valeur qu'à la date du présent communiqué de presse. Le Groupe n'a d'obligation, ni de revoir, ni d'amender ces affirmations sur la base d'informations postérieures à la date de publication du présent communiqué de presse, du fait d'informations nouvelles, ou de survenance d'événements non prévus à la présente date.

GRUPE GLOBAL GRAPHICS

COMPTE DE RESULTAT CONSOLIDE RESUME DE LA PERIODE INTERMEDIAIRE

Exprimé en milliers d'euros, hormis les résultats par action exprimés en euros

Chiffres non audités

	Premier trimestre 2010	Premier trimestre 2009
Chiffre d'affaires	2 024	2 697
Coût des ventes	(113)	(93)
MARGE BRUTE	1 911	2 604
Frais commerciaux et généraux	(1 611)	(1 470)
Frais de recherche & développement	(1 404)	(1 261)
RESULTAT OPERATIONNEL	(1 104)	(127)
Produits d'intérêts (note 6)	3	9
Charges d'intérêts (note 6)	0	0
Gains nets (pertes nettes) de change	(137)	89
RESULTAT AVANT IMPOT	(1 238)	(29)
Produit (charge) d'impôt (note 7)	43	(112)
RESULTAT NET	(1 195)	(141)
RESULTATS PAR ACTION (note 8)		
Résultat par action	(0,12)	(0,01)
Résultat dilué par action	(0,12)	(0,01)

Les notes explicatives jointes en annexe font partie intégrante des états financiers consolidés résumés intermédiaires établis au titre du premier trimestre de l'exercice 2010.

GROUPE GLOBAL GRAPHICS
ETAT RESUME DU RESULTAT GLOBAL DE LA PERIODE INTERMEDIAIRE
Exprimé en milliers d'euros
Chiffres non audités

	Premier trimestre 2010	Premier trimestre 2009
Résultat net de la période	(1 195)	(141)
Ecartés nés de la conversion des comptes des filiales étrangères	356	815
Total des autres éléments (nets d'impôt) du résultat global	356	815
Résultat global total de la période	(839)	674

Les notes explicatives jointes en annexe font partie intégrante des états financiers consolidés résumés intermédiaires établis au titre du premier trimestre de l'exercice 2010.

GROUPE GLOBAL GRAPHICS

ETAT RESUME DE LA SITUATION FINANCIERE AU TERME DE LA PERIODE INTERMEDIAIRE

Exprimé en milliers d'euros

31 mars
2010

31 décembre
2009

Chiffres
non audités

ACTIFS

ACTIFS NON COURANTS

Immobilisations corporelles	563	560
Immobilisations incorporelles	4 865	4 754
Ecart d'acquisition	6 415	6 351
Actifs financiers	134	130
Actifs nets d'impôt différé (note 4c)	742	807
TOTAL DES ACTIFS NON COURANTS	12 719	12 602

ACTIFS COURANTS

Stocks et en-cours	38	45
Créances clients	2 486	2 242
Créances d'impôt courant	6	26
Autres créances	131	114
Charges constatées d'avance	599	579
Disponibilités	2 316	3 144
TOTAL DES ACTIFS COURANTS	5 576	6 150

TOTAL DES ACTIFS

18 295 18 752

CAPITAUX PROPRES CONSOLIDES ET PASSIFS

CAPITAUX PROPRES CONSOLIDES

Capital (note 9a)	4 116	4 116
Primes d'émission (note 9b)	28 829	28 829
Réserve liée aux paiements fondés sur des actions	2 878	2 853
Réserve liée aux rachats d'actions propres (note 10)	(1 246)	(1 246)
Réserves consolidées	(7 237)	(6 042)
Ecart de conversion	(11 788)	(12 144)
TOTAL DES CAPITAUX PROPRES CONSOLIDES	15 552	16 366

PASSIFS

PASSIFS NON COURANTS

Autres passifs non courants	2	2
TOTAL DES PASSIFS NON COURANTS	2	2

PASSIFS COURANTS

Dettes fournisseurs	434	337
Dettes d'impôt courant	8	14
Autres dettes	869	679
Avances reçues et produits constatés d'avance	1 430	1 354
TOTAL DES PASSIFS COURANTS	2 741	2 384

TOTAL DES PASSIFS

2 743 2 386

TOTAL DES CAPITAUX PROPRES CONSOLIDES ET DES PASSIFS

18 295 18 752

Les notes explicatives jointes en annexe font partie intégrante des états financiers consolidés résumés intermédiaires établis au titre du premier trimestre de l'exercice 2010.

Les chiffres afférents à l'exercice clos le 31 décembre 2009 sont extraits des états financiers consolidés pour ce même exercice, qui ont été audités.

GROUPE GLOBAL GRAPHICS

TABLEAU RESUME DES FLUX DE TRESORERIE DE LA PERIODE INTERMEDIAIRE

Exprimé en milliers d'euros

Chiffres non audités

	Premier trimestre 2010	Premier trimestre 2009
FLUX DE TRESORERIE LIES AUX ACTIVITES OPERATIONNELLES		
Résultat avant impôt	(1 238)	(29)
Elimination des charges et produits liés aux activités opérationnelles sans incidence sur la trésorerie :		
- Amort. des immobilisations corporelles	55	78
- Amort. des autres immobilisations incorporelles	15	14
- Amort. des frais de développement portés à l'actif	225	156
- Coûts des paiements fondés sur des actions (note 4d)	25	25
- Produits d'intérêts nets des charges (note 6)	(3)	(9)
- Diff. de change comptabilisées en résultat (note 6)	137	(89)
Charges imputées sur la prime d'émission (note 9b)	0	0
Diff. de change non comptabilisées en résultat	(67)	195
Autres éléments	(2)	19
Variation des créances et dettes :		
- Stocks et en-cours	7	2
- Créances clients	(244)	(302)
- Créances d'impôt courant	20	0
- Autres créances	(17)	54
- Charges constatées d'avance	(20)	(64)
- Dettes fournisseurs	97	(47)
- Dettes d'impôt courant	(6)	(4)
- Autres dettes	190	73
- Avances reçues et produits constatés d'avance	76	46
Montant reçu dans la période au titre des intérêts	3	9
Montant versé dans la période au titre des intérêts	0	0
Montant reçu (versé) dans la période au titre des impôts	104	(23)
TRESORERIE NETTE LIEE AUX ACTIVITES OPERATIONNELLES	(643)	104
FLUX DE TRESORERIE LIES AUX ACTIVITES D'INVESTISSEMENT		
Acquisition d'immobilisations corporelles	(31)	(59)
Acquisition d'immobilisations incorporelles	0	0
Frais de développement portés à l'actif (note 4b)	(237)	(319)
TRESORERIE NETTE LIEE AUX ACTIVITES D'INVESTISSEMENT	(268)	(378)
FLUX DE TRESORERIE LIES AUX ACTIVITES DE FINANCEMENT		
Rachats d'actions propres (note 10)	0	0
TRESORERIE NETTE LIEE AUX ACTIVITES DE FINANCEMENT	0	0
VARIATION DE LA TRESORERIE NETTE SUR LA PERIODE	(911)	(274)
TRESORERIE NETTE DISPONIBLE AU 1ER JANVIER	3 144	4 482
EFFET DES VARIATIONS DE TAUX DE CHANGE SUR LA TRESORERIE NETTE DISPONIBLE AU 1ER JANVIER	83	168
TRESORERIE NETTE DISPONIBLE AU 31 MARS	2 316	4 376

Les notes explicatives jointes en annexe font partie intégrante des états financiers consolidés résumés intermédiaires établis au titre du premier trimestre de l'exercice 2010.

GRUPE GLOBAL GRAPHICS

ETAT RESUME DES VARIATIONS DES CAPITAUX PROPRES DE LA PERIODE INTERMEDIAIRE

Exprimé en milliers d'euros

Chiffres non audités

	Premier trimestre 2010	Premier trimestre 2009
Capitaux propres consolidés au 1er janvier	16 366	16 770
Résultat global total de la période	(839)	674
Effet des plans fondés sur des actions au cours de la période :		
- Coûts des paiements fondés sur des actions (note 4d)	25	25
- Produit net de l'émission d'actions nouvelles (note 9b)	0	0
Effet total des plans fondés sur des actions au cours de la période	25	25
Rachat d'actions propres (note 10)	0	0
Capitaux propres consolidés au 31 mars	15 552	17 469

Les notes explicatives jointes en annexe font partie intégrante des états financiers consolidés résumés intermédiaires établis au titre du premier trimestre de l'exercice 2010.

GROUPE GLOBAL GRAPHICS
NOTES ANNEXES AUX ETATS FINANCIERS CONSOLIDES RESUMES INTERMEDIAIRES
DU PREMIER TRIMESTRE DE L'EXERCICE 2010

NOTE 1 : ENTITE PRESENTANT LES ETATS FINANCIERS CONSOLIDES RESUMES INTERMEDIAIRES
Les présents états financiers consolidés résumés intermédiaires établis au titre du premier trimestre de l'exercice 2010 comprennent Global Graphics SA, société de droit français (ci-après la "Société"), et ses filiales, l'ensemble étant désigné comme le "Groupe".
Ces états financiers consolidés résumés intermédiaires ont été arrêtés par le conseil d'administration de la Société le 22 avril 2010.

NOTE 2 : MODALITES DE PREPARATION DE CES ETATS FINANCIERS CONSOLIDES RESUMES

(a) Attestation de conformité

Les présents états financiers consolidés résumés intermédiaires ont été préparés en conformité à IAS 34, Information Financière Intermédiaire, et, plus généralement, aux principes comptables internationaux (International Financial Reporting Standards ou IFRS) et aux interprétations y afférentes, promulgués par l'International Accounting Standards Board (IASB), tels qu'adoptés par l'Union européenne.

Dans la mesure où elles ont été rédigées dans la perspective de leur inclusion dans le communiqué de presse afférent aux résultats trimestriels du Groupe, les notes annexes aux présents états financiers consolidés résumés intermédiaires ne comportent pas l'ensemble des informations dont la communication est obligatoire en fin d'exercice : il est donc nécessaire d'analyser le contenu de ces notes en effectuant concomitamment une revue du contenu des notes de l'annexe aux états financiers consolidés de l'exercice clos le 31 décembre 2009.

(b) Modalités d'évaluation utilisées

Les présents états financiers consolidés résumés intermédiaires ont été préparés selon la règle du coût historique. Les instruments dérivés ont été réévalués à leur juste valeur, la variation correspondante étant comptabilisée en résultat. Les actifs immobilisés sont indiqués pour leur valeur nette comptable ou, si elle est inférieure, à leur juste valeur minorée des éventuels coûts de cession de ces actifs.

Les méthodes utilisées pour déterminer la juste valeur lors de l'établissement des présents états financiers consolidés résumés intermédiaires sont identiques à celles utilisées pour l'établissement des comptes consolidés de l'exercice clos le 31 décembre 2009, telles qu'indiquées en note 4 de l'annexe aux états financiers consolidés de ce même exercice.

(c) Devises de fonctionnement et de présentation

Les présents états financiers consolidés résumés sont présentés en euros, qui est également la devise de fonctionnement de la Société.

L'information financière présentée ci-après l'est en milliers d'euros, l'arrondi se faisant au millier le plus proche.

(d) Continuité d'exploitation

Comme cela était déjà le cas au 31 décembre 2009 (cf. note 2e de l'annexe aux états financiers consolidés de l'exercice clos le 31 décembre 2009), à la date d'arrêté des présents états financiers consolidés résumés intermédiaires, le conseil d'administration de la Société n'avait pas connaissance de fait inhérent à la crise économique globale susceptible de remettre en cause la capacité du Groupe à honorer ses obligations financières au cours des 12 mois à venir.

Qui plus est, au 31 mars 2010, le Groupe n'avait pas de dettes financières et disposait d'une trésorerie nette de 2 316 (3 144 au 31 décembre 2009).

NOTE 3 : METHODES ET REGLES COMPTABLES

Les règles et méthodes comptables utilisées pour l'établissement des présents états financiers consolidés résumés intermédiaires sont identiques à celles retenues pour la préparation des états financiers consolidés de l'exercice clos le 31 décembre 2009, telles qu'indiquées à la note 3 de l'annexe aux états financiers consolidés de ce même exercice.

NOTE 4 : ESTIMATIONS COMPTABLES SIGNIFICATIVES

La préparation des états financiers selon les normes comptables internationales oblige la direction du Groupe à faire certaines estimations comptables qui peuvent avoir un impact significatif sur les comptes consolidés.

Elle requiert également de la part de la direction du Groupe un discernement dans la mise en œuvre des règles et méthodes comptables retenues par le Groupe, et le recours à des estimations et des hypothèses pour la détermination de certains montants indiqués tant à l'actif qu'au passif du bilan consolidé, ainsi qu'en produits ou en charges au compte de résultat consolidé.

Ces estimations et hypothèses sont basées sur des données historiques et divers facteurs jugés pertinents lors de la prise de décision : elles vont servir de bases à l'évaluation des postes d'actif et de passif dont le montant ne peut être obtenu directement d'une autre manière. Il est tout à fait possible que les résultats réels futurs divergent de ceux estimés.

Ces estimations et les hypothèses qui les sous-tendent font l'objet d'une revue régulière par la direction du Groupe. Toute révision des estimations comptables affecte le résultat de la période dans laquelle cette révision intervient si cette révision n'affecte que cette seule période, mais également les périodes futures si cela s'avère nécessaire.

Les principales estimations faites par la direction du Groupe dans l'application des principes comptables internationaux qui ont un effet significatif sur les états financiers consolidés résumés intermédiaires établis au titre du premier trimestre de l'exercice 2010, de même que les hypothèses et les estimations susceptibles d'entraîner un ajustement significatif des comptes consolidés au cours des douze mois à venir, sont indiquées ci-après.

(a) Perte de valeur des écarts d'acquisition et des autres actifs incorporels

(i) Ecart d'acquisition et autres actifs incorporels à durée de vie infinie

IAS 34 requiert qu'à chaque date d'arrêté intermédiaire soient mis en œuvre des tests permettant de déterminer s'il y a lieu de constater et de comptabiliser une perte de valeur des écarts d'acquisition et des autres actifs incorporels ou, le cas échéant, de reprendre une écriture constatée à ce titre au cours de périodes ou d'exercices antérieurs, ces tests devant être conduits d'une manière similaire aux tests de même nature qui sont obligatoirement menés en fin d'exercice.

En application du paragraphe 36 de l'annexe B d'IAS 34, le Groupe n'a pas réalisé de tests détaillés de recherche d'une éventuelle perte de valeur des écarts d'acquisition et des autres actifs incorporels au 31 mars 2010, comme cela avait le cas au 31 décembre 2009, mais s'est attaché à identifier les éventuels indicateurs révélant l'existence d'une telle perte de valeur depuis le début de l'exercice en cours.

Suite à cette revue, aucune charge n'a été comptabilisée au titre d'une perte de valeur des écarts d'acquisition et des autres actifs incorporels à durée de vie infinie dans les états financiers consolidés résumés intermédiaires du premier trimestre de l'exercice 2010.

(ii) Actifs incorporels donnant lieu à amortissement

Les actifs incorporels qui donnent lieu à amortissement (lesquels comprennent notamment les frais de développement portés à l'actif du bilan consolidé en application d'IAS 38, Actifs Incorporels) font l'objet de tests de dépréciation dès qu'il existe une indication ou un changement d'estimation comptable pouvant laisser penser que ces actifs ont subi une perte de valeur.

Suite à cette revue, aucune charge n'a été comptabilisée au titre d'une perte de valeur des actifs incorporels donnant lieu à amortissement dans les états financiers consolidés résumés intermédiaires établis au titre du premier trimestre de l'exercice 2010.

(b) Activation des frais de développement de programmes informatiques

Comme indiqué à la note 3f de l'annexe aux états financiers consolidés de l'exercice clos le 31 décembre 2009, les coûts engagés pour améliorer ou corriger des programmes informatiques existants sont passés en charges au titre de la période durant laquelle ils sont encourus.

Sont portés à l'actif de l'état de situation financière les coûts de développement qui, tout à la fois, conduisent directement au développement de programmes facilement identifiables et ayant un caractère novateur sur lesquels le Groupe détient des droits de propriété, peuvent être mesurés de manière fiable, et vont probablement générer des bénéfices économiques futurs au-delà des douze mois à venir. Ces coûts incluent exclusivement les salaires et charges sociales afférentes aux équipes de développement travaillant sur le projet considéré.

Les frais de développement de programmes informatiques qui sont ainsi portés à l'actif de l'état de situation financière sont amortis selon le mode linéaire, à compter de la date à laquelle le projet de développement en question est considéré achevé, sur leur durée de vie estimée, qui n'excède pas dix années, la charge correspondante étant enregistrée dans la rubrique Frais de recherche et développement du compte de résultat consolidé.

(i) Activation des frais de développement réalisée au 31 mars 2010

Au 31 mars 2010, la direction du Groupe a considéré être en mesure d'apporter la preuve que les critères susvisés étaient remplis pour quatre projets de développement.

Les frais de développement correspondant au premier projet (Harlequin RIP) s'élevaient à une valeur, nette d'amortissements, de 2 858 au 31 mars 2010, suite à l'activation de frais complémentaires spécifiques à ce projet, à hauteur de 46 au titre du premier trimestre 2010. Dans la mesure où certains aspects de ce projet ont permis la livraison à divers clients de certains programmes d'interprétation de données depuis le début de l'exercice 2007, les coûts correspondants ont donné lieu à amortissement, déterminé selon un mode linéaire sur une durée de dix années, durée de vie économique estimée du projet en question : l'amortissement constaté au titre de cet actif incorporel s'élève à 119 au premier trimestre 2010.

Les frais de développement correspondant au deuxième projet (EDL) s'élevaient à une valeur, nette d'amortissements, de 1 045 au 31 mars 2010, suite à l'activation de frais complémentaires spécifiques à ce projet, à hauteur de 33 au titre du premier trimestre 2010. Dans la mesure où certains aspects de ce projet ont permis la livraison de certains programmes dans le domaine de la gestion de documents électroniques depuis le début de l'exercice 2007, les coûts correspondants ont donné lieu à amortissement, déterminé selon un mode linéaire sur une durée de dix années, durée de vie économique estimée du projet en question : l'amortissement constaté au titre de cet actif incorporel s'élève à 43 au titre du premier trimestre 2010.

Les frais de développement correspondant au troisième projet (applications gDoc) s'élevaient à une valeur, nette d'amortissements, de 806 au 31 mars 2010, suite à l'activation des frais de développement spécifiques à ce projet à hauteur de 143 au titre du premier trimestre 2010. Les frais de développement portés à l'actif du bilan consolidé et afférents à ce produit ont été amortis sur une durée de cinq années, durée de vie estimée de ce produit, à compter de la date de lancement de gDoc Fusion au mois de mai 2009 : l'amortissement constaté au titre de cet actif incorporel s'élève à 63 au titre du premier trimestre 2010.

Les frais de développement correspondant au quatrième projet (version 3.0 du Jaws RIP) s'élevaient à une valeur, nette d'amortissements, de 15 au 31 mars 2010, suite à l'activation des frais de développement spécifiques à ce projet à hauteur de 15 au titre du premier trimestre 2010. Dans la mesure où ce projet était en cours de développement au 31 mars 2010, aucun amortissement n'a été comptabilisé au titre de ce projet de développement au cours du premier trimestre 2010.

(ii) Activation des frais de développement réalisée au 31 mars 2009

Au 31 mars 2009, la direction du Groupe a considéré être en mesure d'apporter la preuve que les critères susvisés étaient remplis pour trois projets de développement.

Les frais de développement correspondant au premier projet (Harlequin RIP) s'élevaient à une valeur, nette des amortissements, de 2 918 au 31 mars 2009, suite à l'activation de frais complémentaires spécifiques à ce projet, à hauteur de 100 au premier trimestre 2009. Dans la mesure où certains aspects de ce projet ont permis la livraison à divers clients de certains programmes d'interprétation de données (RIP software) au long des exercices 2007 et 2008, les coûts correspondants ont donné lieu à amortissement, déterminé selon un mode linéaire sur une durée de dix années, durée de vie économique estimée du projet en question : l'amortissement constaté au titre de cet actif incorporel s'élève à 115 au premier trimestre 2009.

Les frais de développement correspondant au deuxième projet (EDL) s'élevaient à une valeur, nette des amortissements, de 993 au 31 mars 2009, suite à l'activation de frais complémentaires spécifiques à ce projet, à hauteur de 82 au premier trimestre 2009. Dans la mesure où certains aspects de ce projet ont permis la livraison de certains programmes dans le domaine de la gestion de documents électroniques au cours des exercices 2007 et 2008, les coûts correspondants ont donné lieu à amortissement, déterminé selon un mode linéaire sur une durée de dix années, durée de vie économique estimée du projet en question : l'amortissement constaté au titre de cet actif incorporel s'élève à 41 au premier trimestre 2009.

Les frais de développement correspondant au troisième projet (gDoc) s'élevaient à une valeur de 253 au 31 mars 2009, suite à l'activation des frais de développement spécifiques à ce projet à hauteur de 137 au titre du premier trimestre 2009. Dans la mesure où ce projet était en cours de développement au 31 mars 2009, aucun amortissement n'a été comptabilisé au titre de ce projet de développement au premier trimestre 2009.

(c) Impôts

(i) Impôts sur les bénéficiaires

Le Groupe doit s'acquitter d'impôts sur les bénéficiaires réalisés en France et dans tous les pays où il a des filiales (notamment au Royaume-Uni et aux Etats-Unis). Une part importante de jugement est nécessaire pour déterminer le montant de l'impôt à payer dans la mesure où il existe un certain nombre de transactions ou de calculs pour lesquels l'effet fiscal n'est pas facile à déterminer.

(ii) Impôts différés

Le Groupe comptabilise des actifs d'impôt différé, nets des passifs d'impôt différé le cas échéant, selon la méthode indiquée à la note 3q de l'annexe aux états financiers consolidés de l'exercice clos le 31 décembre 2009.

Pour déterminer s'il est ou non probable qu'un actif d'impôt différé reconnu dans un pays donné puisse être imputé sur des bénéfices fiscaux futurs attendus dans ce même pays, le Groupe estime les bénéfices fiscaux attendus sur un horizon d'une durée jugée raisonnable, en se basant sur les hypothèses de croissance et de profit que la direction du Groupe estime les plus pertinentes.

- Actifs et passifs d'impôt différé comptabilisés au bilan

Actif d'impôt différé relatif aux déficits reportables de la filiale anglaise

Les actifs d'impôt différé ont pour principale origine les déficits reportables par les filiales anglaises du Groupe résultant des acquisitions réalisées au cours des exercices clos les 31 décembre 1999 et 2000. Ces déficits sont reportables de manière indéfinie, mais ne peuvent être imputés dans une année donnée qu'à concurrence de 20% du solde des déficits reportables à l'ouverture dudit exercice. Le montant de l'actif différé d'impôt correspondant à la fraction des déficits reportables que le Groupe entend imputer sur le bénéfice fiscal dégagé par ses filiales anglaises au cours de la période de quatre années s'achevant le 31 mars 2014, déterminé en tenant compte du taux d'impôt qui sera applicable au moment où il est prévu que l'actif d'impôt différé sera réalisé (soit 28%), se monte à 1 975 au 31 mars 2010. La charge d'impôt différé correspondante, comptabilisé au titre du premier trimestre 2010, s'élève à 56 (cf. note 7b).

Passif d'impôt différé provenant de l'activation des frais de développement

Au 31 mars 2010, le passif d'impôt différé comptabilisé suite à l'activation, pour le montant net des amortissements correspondants, de certains frais de développement engagés par la filiale anglaise du Groupe en application des dispositions applicables d'IAS 38, et déterminé en tenant compte du taux d'impôt qui sera applicable au moment où il est prévu que le passif d'impôt différé donnera lieu à règlement (soit 28%), se monte à 1 323.

La charge d'impôt différé correspondante, comptabilisée au titre du premier trimestre 2010, s'élève à 3 (cf. note 7b).

- Actifs d'impôt différé non comptabilisés

Le montant des déficits reportables susceptibles d'être utilisés dans le futur par la filiale anglaise du Groupe, mais uniquement après le terme de la période courant jusqu'au 31 mars 2014, et qui, de ce fait, n'ont pas donné lieu à constatation d'un actif d'impôt différé au 31 mars 2010, s'élève à 10 878 à cette dernière date.

Si un actif d'impôt différé avait été reconnu au 31 mars 2010 au titre de cette fraction des déficits reportables, dans la mesure où les déficits reportables correspondants ne seraient pas utilisés avant le 1^{er} avril 2014, le taux d'impôt qu'il aurait convenu d'utiliser pour la détermination de cet actif d'impôt différé a été estimé égal à 28% : il en aurait découlé un actif d'impôt différé supplémentaire de 3 046 au 31 mars 2010, à comparer à un actif d'impôt différé supplémentaire de 2 937 au 31 décembre 2009.

(d) Coûts des plans basés sur des actions

(i) Attributions réalisées au cours du premier trimestre 2010

Aucune attribution d'options ou attribution gratuite d'actions n'a été réalisée au cours du premier trimestre 2010.

(ii) Coûts des plans basés sur des actions

Exprimés en milliers d'euros Chiffres non audités	Premier trimestre 2010	Premier trimestre 2009
Attribution d'options	22	25
Attribution gratuite d'actions	3	0
Coût des plans basés sur des actions	25	25

NOTE 5 : CHARGES INHABITUELLES, ANORMALES OU PEU FREQUENTES

En application des dispositions du paragraphe 28 du Cadre de référence et des paragraphes 97 et 98 d'IAS 1 révisée, lorsqu'ils sont d'un montant significatif, les produits et les charges inhabituels, anormaux ou peu fréquents doivent donner lieu à une information particulière dans le but d'améliorer la valeur prédictive du compte de résultat consolidé.

Figure dans le tableau présenté ci-après une analyse des charges inhabituelles, anormales et peu fréquentes comptabilisées sous la rubrique Frais commerciaux et généraux au titre des premiers trimestres 2010 et 2009 :

Exprimés en milliers d'euros Chiffres non audités	Premier trimestre 2010	Premier trimestre 2009
Frais exposés lors de la mise en place de l'Employee Benefit Trust (EBT)	12	0
Autres éléments	0	0
Coût des charges inhabituelles, anormales et peu fréquentes	12	0

NOTE 6 : PRODUITS FINANCIERS NETS (CHARGES FINANCIERES NETTES)

Exprimés en milliers d'euros Chiffres non audités	Premier trimestre 2010	Premier trimestre 2009
Produits d'intérêts	3	9
Charges d'intérêts	0	0
Produits d'intérêts nets	3	9
Gains (pertes) de change consécutifs à des transactions	10	106
Var. de la juste valeur des contrats de ventes à terme de devises et des options de change	(147)	(17)
Gains nets (pertes nettes) de change	(137)	89
Produits financiers nets (charges financières nettes)	(134)	98

NOTE 7 : CHARGE (PRODUIT) D'IMPOT

(a) Impôt sur les bénéfiques

Le Groupe a comptabilisé un produit d'impôt sur les bénéfiques d'un montant de 102 au premier trimestre 2010, contre une charge d'impôt sur les bénéfiques d'un montant de 4 au premier trimestre 2009.

L'essentiel du produit d'impôt comptabilisé par le Groupe au premier trimestre 2010 a pour origine le remboursement obtenu au mois de février 2010 par Global Graphics Software Limited d'un crédit d'impôt au titre des efforts de recherche-développement entrepris par cette société, pour un montant de 120.

(b) Impôt différé

Le Groupe a comptabilisé une charge d'impôt différé d'un montant de 59 au premier trimestre 2010, contre une charge d'impôt différé de 108 au premier trimestre 2009.

Figure dans le tableau présenté ci-après l'analyse des éléments constitutifs de la charge (du produit) d'impôt différé comptabilisé(e) par le Groupe au titre des premiers trimestres 2010 et 2009 :

Exprimés en milliers d'euros Chiffres non audités	Premier trimestre 2010	Premier trimestre 2009
Lié à l'activation des frais de développement (note 4b)	66	90
Lié à l'amortissement des frais de développement (note 4b)	(63)	(44)
Lié à l'activation des pertes fiscales reportables (note 4c)	56	38
Autres éléments	0	24
Charge (produit) d'impôt différé comptabilisé(e)	59	108

(c) Justification de la charge (du produit) d'impôt comptabilisé(e)

Exprimés en milliers d'euros Chiffres non audités	Premier trimestre 2010	Premier trimestre 2009
Résultat avant impôt	(1 238)	(29)
Charge (produit) d'impôt attendu(e) au taux de 33,33%	(413)	(10)
Charge (produit) d'impôt lié(e) aux éléments suivants :		
- Activation ou utilisation de pertes fiscales reportables	56	38
- Différences de taux d'imposition	126	48
- Impact des coûts des paiements fondés sur des actions	8	8
- Pertes fiscales non reconnues	290	29
- Remboursement du crédit d'impôt recherche (note 7a)	(120)	0
- Autres différences	10	(1)
Charge (produit) d'impôt	(43)	112

NOTE 8 : RESULTATS PAR ACTION

(a) Résultat par action

Le résultat par action est obtenu en divisant le résultat net consolidé d'une période par le nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation au cours de la période considérée.

Figure dans le tableau présenté ci-après le calcul du nombre moyen pondéré d'actions ordinaires à retenir pour le calcul du résultat par action au titre des premiers trimestres 2010 et 2009 :

Chiffres non audités	2010	2009
Actions ordinaires en circulation au 1er janvier	10 115 813	10 115 813
Impact de l'émission d'actions durant le trimestre	0	0
Impact des rachats d'actions propres durant le trimestre	0	0
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires à retenir pour le calcul du résultat par action du trimestre	10 115 813	10 115 813

(b) Résultat dilué par action

Le résultat dilué par action est obtenu en ajustant le nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation au cours d'une période de l'impact maximal de la conversion des instruments financiers dilutifs en actions ordinaires au cours de cette période.

Les seuls instruments financiers donnant accès au capital et donc susceptibles d'entraîner une dilution sont les options de souscription d'actions émises par la Société. Il n'est pas tenu compte des attributions gratuites d'actions ordinaires de la Société (qui ne seront attribuées que si certaines conditions indiquées dans l'acte de confirmation de l'attribution de ces actions sont remplies) pour la détermination du résultat dilué par action dans la mesure où les conditions susmentionnées n'étaient pas remplies aux 31 mars 2010 et 2009.

Un calcul est fait pour déterminer le nombre d'actions qui auraient été acquises à leur juste valeur durant la période considérée (cette juste valeur étant considérée égale au cours moyen des actions de la Société sur la période considérée), en tenant compte du prix d'exercice des options susceptibles d'être levées au cours de la période en question. Le nombre d'actions ainsi déterminé est ensuite comparé au nombre d'actions qui auraient été émises au cours de la période considérée dans l'hypothèse d'un exercice de la totalité des options.

Figure dans le tableau présenté ci-après le calcul du nombre moyen pondéré d'actions ordinaires à retenir pour le calcul du résultat dilué par action au titre des premiers trimestres 2010 et 2009 :

Chiffres non audités	2010	2009
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation au cours du trimestre	10 115 813	10 115 813
Impact des instruments financiers dilutifs (options)	0	0
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires à retenir pour le calcul du résultat dilué par action du trimestre	10 115 813	10 115 813

NOTE 9 : CAPITAL SOCIAL ET PRIMES D'EMISSION

(a) Capital social

Au 31 mars 2010, comme au 31 décembre 2009, le capital social de la Société se composait de 10 289 781 actions ordinaires, d'une valeur nominale unitaire de 0,40 euro, toutes entièrement libérées.

(b) Primes d'émission

Aucune charge liée à la gestion des plans d'options du Groupe n'a été imputée sur le poste Primes d'émission au cours des premiers trimestres 2010 ou 2009.

NOTE 10 : PROGRAMME DE RACHAT D'ACTIONNAIRES PROPRES

Le Groupe n'a procédé au rachat d'aucune de ses actions propres au cours des premiers trimestres 2010 ou 2009.

De ce fait, au 31 mars 2010, comme cela était déjà le cas aux 31 mars et 31 décembre 2009, le Groupe détenait 173 968 de ses actions propres, pour une valeur totale de rachat de 1 246.

NOTE 11 : INFORMATIONS SECTORIELLES

(a) Identification des segments opérationnels devant donner lieu à information

(i) Règles suivies

IFRS 8, Segments Opérationnels, stipule que l'information sectorielle est établie selon l'approche retenue par la direction ('management approach') en la matière, c'est-à-dire celle sur laquelle la direction s'appuie en interne. Ceci a eu pour conséquence d'accroître le nombre de segments donnant lieu à information à compter du 1^{er} janvier 2009, dans la mesure où le segment unique existant jusque lors a été scindé en deux : un premier segment ('Print') pour les activités centrées autour de l'impression, et un second segment ('eDoc') pour celles centrées autour de la gestion de documents électroniques.

L'information financière devant être publiée au titre des segments opérationnels est celle sur laquelle s'appuie le décideur opérationnel ('Chief Operating Decision-Maker'), pour décider de l'affectation de ressources et de l'évaluation des performances opérationnelles et financières de chaque segment. Ce décideur est, au niveau du Groupe, son directeur général, Monsieur Gary Fry.

La performance des segments opérationnels est mesurée par le directeur général sur la base de leur contribution en terme de marge brute.

(ii) Allocation des actifs et passifs aux segments opérationnels

Les actifs et les passifs, qu'ils soient courants ou non courants, sont alloués aux différents segments opérationnels en fonction de leur nature.

Les écarts d'acquisition ont été alloués par la direction du Groupe aux groupes d'unités génératrices de trésorerie pour chacun des segments considérés. Les écarts d'acquisition existants au 1^{er} janvier 2009 ont tous été alloués au segment Print dans la mesure où ils sont afférents à des acquisitions faites au cours des exercices clos les 31 décembre 1999 et 2000 dans le domaine des logiciels pour l'impression.

les actifs d'impôt différé, les actifs courants autres que les créances clients, les dettes courantes autres que les avances reçues des clients et les produits constatés d'avance ne sont alloués à aucun des deux segments opérationnels.

(iii) Chiffre d'affaires comptabilisé au titre des segments opérationnels

Le chiffre d'affaires comptabilisé au titre de chacun des deux segments a pour origine principale le développement et la commercialisation de logiciels et/ou de solutions, comprenant le cas échéant des prestations liées telles que

l'adaptation, la mise en service, la formation ainsi que le support après-vente et la maintenance.

(b) Chiffre d'affaires et marge brute par segment

(i) Premier trimestre 2010

En milliers d'euros Chiffres non audités	Print segment	eDoc segment	Eléments non alloués	Total
Ventes totales du segment	1 784	240	0	2 024
Ventes inter-segment	0	0	0	0
Ventes aux tiers	1 784	240	0	2 024
Coût des ventes	(79)	(30)	(4)	(113)
Marge brute	1 705	210	(4)	1 911

(ii) Premier trimestre 2009

En milliers d'euros Chiffres non audités	Print segment	eDoc segment	Eléments non alloués	Total
Ventes totales du segment	2 222	475	0	2 697
Ventes inter-segment	0	0	0	0
Ventes aux tiers	2 222	475	0	2 697
Coût des ventes	(55)	(27)	(11)	(93)
Marge brute	2 167	448	(11)	2 604

(c) Réconciliation de la marge brute et du résultat avant impôt

Exprimés en milliers d'euros Chiffres non audités	Premier trimestre 2010	Premier trimestre 2009
Marge brute	1 911	2 697
Frais généraux et commerciaux	(1 611)	(1 470)
Frais de recherche et développement	(1 404)	(1 261)
Produits financiers nets (charges financières nettes)	(134)	98
Résultat avant impôt	(1 238)	(29)

(d) Réconciliation des actifs et des passifs

(i) Au 31 mars 2010

En milliers d'euros Chiffres non audités	Print segment	eDoc segment	Eléments non alloués	Total
Actifs non courants	9 288	1 992	1 439	12 719
Actifs courants	1 713	773	3 090	5 576
Total actifs	11 001	2 765	4 529	18 295
Passifs non courants	0	0	2	2
Passifs courants	907	523	1 311	2 741
Total passifs	907	523	1 313	2 743

(ii) Au 31 décembre 2009

En milliers d'euros	Print segment	eDoc segment	Éléments non alloués	Total
Actifs non courants	9 252	1 853	1 497	12 602
Actifs courants	1 505	737	3 908	6 150
Total actifs	10 757	2 590	5 405	18 752
Passifs non courants	0	0	2	2
Passifs courants	873	481	1 030	2 384
Total passifs	873	481	1 032	2 386

NOTE 12 : TRANSACTIONS AVEC LES PARTIES LIEES

La direction du Groupe considère que relèvent de cette catégorie les transactions entre les différentes sociétés du Groupe (cf. note 13) et celles intervenant avec ses administrateurs et ses dirigeants opérationnels.

(a) Transactions avec les administrateurs du Groupe

Le montant des jetons de présence qu'il est prévu de verser aux administrateurs du Groupe au titre de l'exercice en cours est de 60, soit un montant égal au montant versé au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2009.

Les montants reconnus à la rubrique Frais commerciaux et généraux du compte de résultat consolidé se montent à 15 pour chacun des trimestres clos les 31 mars 2010 et 2009.

(b) Transactions avec les dirigeants opérationnels du Groupe

(i) Salaires et avantages monétaires

Les trois dirigeants exécutifs du Groupe ont perçu à titre de salaires ou d'avantages monétaires à court terme (notamment le versement de bonus et l'abondement à des plans de retraite) les montants suivants au titre des premiers trimestres 2010 et 2009 :

Exprimés en milliers d'euros Chiffres non audités	Premier trimestre 2010	Premier trimestre 2009
Salaires	66	79
Avantages monétaires à court terme	52	4
Total	118	83

(ii) Paiements fondés sur des actions

Les dirigeants opérationnels ont la possibilité de bénéficier des plans d'options de souscription d'actions et d'attribution d'actions mis en place par le Groupe.

Aucune attribution gratuite d'actions ou attribution d'options n'a été faite aux dirigeants opérationnels au cours des premiers trimestres 2010 ou 2009.

La fraction du coût des paiements fondés sur des actions correspondant aux attributions d'options et d'actions faites aux dirigeants exécutifs du Groupe, enregistrée en charges au titre des premiers trimestres 2010 et 2009, est présentée ci-après :

Exprimés en milliers d'euros Chiffres non audités	Premier trimestre 2010	Premier trimestre 2009
Attribution d'options	18	18
Attribution gratuite d'actions	0	0
Total	18	18

NOTE 13 : FILIALES

Les états financiers consolidés résumés intermédiaires des premiers trimestres 2010 et 2009 comprennent les comptes des filiales suivantes :

	Pays de domiciliation	% de contrôle 2010	% de contrôle 2009
Global Graphics (UK) Limited	Royaume Uni	100	100
Global Graphics Software Limited	Royaume Uni	100	100
Jaws Systems Limited	Royaume Uni	100	100
Global Graphics Software Incorporated	Etats-Unis	100	100
Global Graphics Kabushiki Kaisha	Japon	100	100
Global Graphics Software (India) Private Limited	Inde	100	100
Global Graphics EBT Limited	Royaume Uni	100	-

Les résultats de Global Graphics EBT Limited ont été inclus dans les comptes consolidés résumés intermédiaires du Groupe pour le premier trimestre 2010 à compter de la constitution de cette société le 3 février 2010.

GROUPE GLOBAL GRAPHICS
 RESULTATS RETRAITES DETERMINES PAR LA DIRECTION DU GROUPE
 RESULTAT D'EXPLOITATION RETRAITE
 Exprimés en milliers d'euros

Chiffres non audités	Premier trimestre 2010	Premier trimestre 2009
Résultat opérationnel en IFRS	(1 104)	(127)
Retraitements pratiqués :		
Amort. des immob. incorporelles	0	14
Coût des plans fondés sur des actions	25	25
Frais de développement portés à l'actif du bilan consolidé (note 4b)	(237)	(319)
Amortissement des frais de développement portés à l'actif du bilan consolidé (note 4b)	225	156
Charges inhabituelles, anormales et peu fréquentes (note 5)	12	0
Total des retraitements pratiqués	25	(124)
Résultat d'exploitation retraité	(1 079)	(251)
Soit en % du chiffre d'affaires	-53,3%	-9,3%

Le Groupe prépare ses comptes consolidés selon le référentiel comptable international, mais considère pertinent de fournir, en sus des informations financières extraites de ces comptes, d'autres indicateurs financiers retraités pour permettre l'appréciation la plus juste possible de sa performance.

Le Groupe utilise de tels indicateurs financiers retraités, tant en externe, dans le but précité, qu'en interne, à des fins de planification et de prévision.

Pour autant, la direction du Groupe ne considère pas ces indicateurs comme des éléments devant être considérés pour eux-mêmes, sans référence aux comptes consolidés établis selon le référentiel comptable international dont ils sont dérivés, et n'a pas pour objectif, en présentant ces indicateurs, qu'ils soient utilisés comme tels. Elle considère en revanche qu'en présentant ces indicateurs, elle permet aux investisseurs de mesurer la performance du Groupe de manière pertinente, notamment du fait que ces indicateurs sont déterminés et présentés de manière identique d'un trimestre à l'autre, et qu'ils permettent une comparaison plus aisée avec d'autres sociétés du même secteur d'activité que le Groupe, qui, elles-mêmes, utilisent des indicateurs similaires.

Lorsque le Groupe fait usage d'indicateurs retraités, tout retraitement pratiqué sur les soldes présentés dans les comptes consolidés établis selon le référentiel comptable international pour déterminer le montant de tels indicateurs est décrit et justifié.

Les investisseurs sont invités à mesurer la performance du Groupe en s'appuyant aussi bien sur les comptes consolidés établis selon le référentiel comptable international que sur les indicateurs retraités dérivés de ces mêmes comptes.

GRUPE GLOBAL GRAPHICS

RESULTATS RETRAITES DETERMINES PAR LA DIRECTION DU GROUPE

RESULTAT AVANT IMPOT RETRAITE

Exprimés en milliers d'euros, hormis les résultats par action exprimés en euros

Chiffres non audités	Premier trimestre 2010	Premier trimestre 2009
Résultat avant impôt en IFRS	(1 238)	(29)
Retraitements pratiqués :		
Amort. des immob. incorporelles	0	14
Coût des plans fondés sur des actions	25	25
Frais de développement portés à l'actif du bilan consolidé (note 4b)	(237)	(319)
Amortissement des frais de développement portés à l'actif (note 4b)	225	156
Charges inhabituelles, anormales et peu fréquentes (note 5)	12	0
Total des retraitements pratiqués	25	(124)
Résultat avant impôt retraité	(1 213)	(153)
Soit par action, en euro (*)	(0,12)	(0,02)

(*) Le résultat avant impôt retraité par action est obtenu en divisant le résultat avant impôt retraité de la période considérée par le nombre moyen pondéré d'actions en circulation au cours de cette même période, soit 10 115 813 actions les premiers trimestres 2010 et 2009.

Le Groupe prépare ses comptes consolidés selon le référentiel comptable international, mais considère pertinent de fournir, en sus des informations financières extraites de ces comptes, d'autres indicateurs financiers retraités pour permettre l'appréciation la plus juste possible de sa performance.

Le Groupe utilise de tels indicateurs financiers retraités, tant en externe, dans le but précité, qu'en interne, à des fins de planification et de prévision.

Pour autant, la direction du Groupe ne considère pas ces indicateurs comme des éléments devant être considérés pour eux-mêmes, sans référence aux comptes consolidés établis selon le référentiel comptable international dont ils sont dérivés, et n'a pas pour objectif, en présentant ces indicateurs, qu'ils soient utilisés comme tels. Elle considère en revanche qu'en présentant ces indicateurs, elle permet aux investisseurs de mesurer la performance du Groupe de manière pertinente, notamment du fait que ces indicateurs sont déterminés et présentés de manière identique d'un trimestre à l'autre, et qu'ils permettent une comparaison plus aisée avec d'autres sociétés du même secteur d'activité que le Groupe, qui, elles-mêmes, utilisent des indicateurs similaires.

Lorsque le Groupe fait usage d'indicateurs retraités, tout retraitement pratiqué sur les soldes présentés dans les comptes consolidés établis selon le référentiel comptable international pour déterminer le montant de tels indicateurs est décrit et justifié.

Les investisseurs sont invités à mesurer la performance du Groupe en s'appuyant aussi bien sur les comptes consolidés établis selon le référentiel comptable international que sur les indicateurs retraités dérivés de ces mêmes comptes.

GRUPE GLOBAL GRAPHICS

RESULTATS RETRAITES DETERMINES PAR LA DIRECTION DU GROUPE

RESULTAT NET RETRAITE

Exprimés en milliers d'euros, hormis les résultats par action exprimés en euros

Chiffres non audités	Premier trimestre 2010	Premier trimestre 2009
Résultat net selon les IFRS	(1 195)	(141)
Retraitements pratiqués :		
Amort. des immob. incorporelles	0	14
Coût des plans fondés sur des actions	25	25
Effet net de l'activation des frais de développement (note 4b)	(12)	(163)
Eléments inhabituels, anormaux et peu fréquents (note 5)	12	0
Effet d'impôt de ces retraitements	3	46
Total des retraitements pratiqués	28	(78)
Résultat net retraité	(1 167)	(219)
Soit, par action en euro (*)	(0,12)	(0,02)

(*) Le résultat net retraité par action est obtenu en divisant le résultat net retraité de la période considérée par le nombre moyen pondéré d'actions en circulation au cours de cette même période, soit 10 115 813 actions pour les premiers trimestres 2010 et 2009.

Le Groupe prépare ses comptes consolidés selon le référentiel comptable international, mais considère pertinent de fournir, en sus des informations financières extraites de ces comptes, d'autres indicateurs financiers retraités pour permettre l'appréciation la plus juste possible de sa performance.

Le Groupe utilise de tels indicateurs financiers retraités, tant en externe, dans le but précité, qu'en interne, à des fins de planification et de prévision.

Pour autant, la direction du Groupe ne considère pas ces indicateurs comme des éléments devant être considérés pour eux-mêmes, sans référence aux comptes consolidés établis selon le référentiel comptable international dont ils sont dérivés, et n'a pas pour objectif, en présentant ces indicateurs, qu'ils soient utilisés comme tels. Elle considère en revanche qu'en présentant ces indicateurs, elle permet aux investisseurs de mesurer la performance du Groupe de manière pertinente, notamment du fait que ces indicateurs sont déterminés et présentés de manière identique d'un trimestre à l'autre, et qu'ils permettent une comparaison plus aisée avec d'autres sociétés du même secteur d'activité que le Groupe, qui, elles-mêmes, utilisent des indicateurs similaires.

Lorsque le Groupe fait usage d'indicateurs retraités, tout retraitement pratiqué sur les soldes présentés dans les comptes consolidés établis selon le référentiel comptable international pour déterminer le montant de tels indicateurs est décrit et justifié.

Les investisseurs sont invités à mesurer la performance du Groupe en s'appuyant aussi bien sur les comptes consolidés établis selon le référentiel comptable international que sur les indicateurs retraités dérivés de ces mêmes comptes.

GROUPE GLOBAL GRAPHICS
RAPPORT D'ACTIVITE INTERMEDIAIRE DU CONSEIL D'ADMINISTRATION
ETABLI AU TITRE DU PREMIER TRIMESTRE DE L'EXERCICE 2010

Suite à la transposition à l'article L.451-1-2 du Code monétaire et financier de la directive 2004/109/CE du Parlement européen et du Conseil du 15 décembre 2004 (dite directive Transparence), nous vous prions de trouver ci-après le rapport d'activité intermédiaire du conseil d'administration établi au titre du premier trimestre de l'exercice 2010.

Le présent rapport a été arrêté par le conseil d'administration de Global Graphics SA (la 'Société') le 22 avril 2010.

NOTE 1 : ORGANISATION DU GROUPE GLOBAL GRAPHICS (LE 'GROUPE')

(a) Périmètre de consolidation au 31 mars 2010

Merci de bien vouloir vous référer à cet effet à la note 13 de l'annexe aux états financiers consolidés résumés intermédiaires du premier trimestre de l'exercice 2010.

(b) Variations de périmètre intervenues au cours du premier trimestre 2010

Le 3 février 2010 a été créée une filiale de la Société, Global Graphics EBT Limited, société de droit britannique, dont l'objet est d'assurer la gestion de l'Employee Benefit Trust (EBT), mis en place au bénéfice des salariés et administrateurs des filiales britanniques du Groupe au cours du premier trimestre 2010.

(c) Variations de périmètre intervenues depuis le 1^{er} avril 2010

Aucune variation n'est intervenue dans le périmètre du Groupe depuis le 1^{er} avril 2010.

NOTE 2 : EXAMEN DES CHIFFRES-CLES DU GROUPE

Le Groupe établit ses comptes consolidés condensés intermédiaires selon les règles prévues par IAS 34, Information Financière Intermédiaire, et, plus généralement, selon les principes comptables internationaux (International Financial Reporting Standards ou IFRS) et les interprétations y afférentes, promulgués par l'International Accounting Standards Board, tels qu'adoptés par l'Union européenne.

Les montants indiqués ci-après sont exprimés en milliers d'euros (l'euro étant la devise utilisée par le Groupe pour la présentation de ses comptes consolidés), les arrondis se faisant au millier le plus proche.

(a) Chiffre d'affaires consolidé

Le chiffre d'affaires consolidé s'est élevé à 2 024 au premier trimestre 2010, contre 2 697 au premier trimestre 2009, en repli de 25,0% par rapport à la même période de l'exercice précédent, à taux de change courants.

Environ 77,3% du chiffre d'affaires consolidé réalisé au premier trimestre 2010 était libellé en dollars américains (contre 79,6% du chiffre d'affaire consolidé réalisé au premier trimestre 2009), devise qui s'est affaiblie par rapport à l'euro puisque le taux de change moyen euro/dollar s'établissait à 1,381 dollars américains pour un euro au premier trimestre 2010 contre 1,301 dollars américains pour un euro au premier trimestre 2009, soit un repli de 5,8% d'une période à l'autre. A taux de change constants, le chiffre d'affaires consolidé réalisé au premier trimestre 2010 se serait élevé à 2 122, en repli de 21,3% par rapport au chiffre d'affaires consolidé réalisé au premier trimestre 2009.

Le chiffre d'affaires réalisé dans le segment opérationnel Print s'est élevé à 1 784 au premier trimestre 2010, en repli de 19,7% à taux de change courants, et de 15,8% à taux de change constants, par rapport aux 2 222 réalisés dans ce même segment opérationnel au premier trimestre 2009.

Le chiffre d'affaires réalisé dans le marché des arts graphiques s'est élevé à 703 au premier trimestre 2010, en repli de 39,0% à taux de change courants et de 35,8% à taux de change constants, par rapport aux 1 153 réalisés dans ce marché au premier trimestre 2009. Dans le même temps, le chiffre d'affaires réalisé dans le marché de l'impression numérique s'est élevé à 1 081 au premier trimestre 2010, en hausse de 1,1% à taux de change courants et de 5,7% à taux de change constants, par rapport aux 1 069 réalisés dans ce marché au premier trimestre 2009.

Le chiffre d'affaires réalisé dans le segment opérationnel eDoc s'est élevé à 240 au premier trimestre 2010, en repli de 49,5% à taux de change courants, et de 46,9% à taux de change constants, par rapport aux 475 réalisés dans ce même segment au premier trimestre 2009.

(b) Résultats consolidés

(i) Perte opérationnelle

Le Groupe a dégagé une perte opérationnelle de 1 104 au premier trimestre 2010 (équivalente à -54,5% du chiffre d'affaires consolidé du trimestre), à comparer à la perte opérationnelle de 127 réalisée au premier trimestre 2009 (qui était équivalente à -4,7% du chiffre d'affaires consolidé de ce trimestre), soit une variation défavorable de 977 d'une période à l'autre.

Les principaux facteurs qui expliquent cette variation sont les suivants :

- un chiffre d'affaires consolidé en repli de 673 (cf. note 2a (i) supra),
- un coût des ventes en hausse de 20 à 113 au premier trimestre 2010 (5,6% du chiffre d'affaires consolidé du trimestre), par rapport au premier trimestre 2009, où le coût des ventes se montait à 93 (3,4% du chiffre d'affaires consolidé de ce trimestre),
- des frais de distribution et d'administration en hausse de 141 (soit de 9,6%) à 1 611 au premier trimestre 2010 (79,6% du chiffre d'affaires consolidé du trimestre) contre 1 470 au premier trimestre 2009 (54,5% du chiffre d'affaires consolidé de ce trimestre),
- des frais de recherche-développement en hausse de 143 (soit de 11,3%) à 1 404 au premier trimestre 2010 (69,4% du chiffre d'affaires consolidé du trimestre) contre 1 261 au premier trimestre 2009 (46,8% du chiffre d'affaires consolidé de ce trimestre), après activation des frais afférents aux différents projets de développement remplissant les conditions requises pour une telle activation, d'un montant net après amortissements égal à 12 ce trimestre (à comparer à un effet net de 163 au premier trimestre 2009).

(ii) Perte avant impôt

Le Groupe a dégagé une perte avant impôt de 1 238 au premier trimestre 2010 (équivalente à -61,2% du chiffre d'affaires consolidé du trimestre), à comparer à une perte avant impôt de 29 au premier trimestre 2009 (équivalent à -1,1% du chiffre d'affaires consolidé de ce trimestre), soit une variation défavorable de 1 209 d'une période à l'autre, qui est la résultante de la combinaison des facteurs suivants :

- l'accroissement de la perte opérationnelle de 977 d'une période sur l'autre, analysée ci-dessus,
- le repli des produits d'intérêts (nets de charges) de 6 par rapport aux 9 dégagés au premier trimestre 2009, consécutif principalement au repli des taux d'intérêt de marché d'une période à l'autre,
- l'impact, défavorable à hauteur de 226, des écarts de change qui sont passés d'un gain net de 89 au premier trimestre 2009 à une perte nette de 137 au premier trimestre 2010.

(iii) Perte nette

Le Groupe a dégagé une perte nette de 1 195 au premier trimestre 2010 (soit une perte nette de € 0,12 par action), après prise en compte d'un produit d'impôt de 43 (après effet d'une charge d'impôt différé de 59), contre une perte nette de 141 au premier trimestre 2009 (soit une perte nette de € 0,01 par action).

NOTE 3 : COMMENTAIRES DE LA DIRECTION SUR LA PERFORMANCE DU GROUPE

(a) Faits marquants du premier trimestre 2010

(i) Au plan opérationnel

Le premier trimestre a été une période difficile pour nous en terme de ventes. Néanmoins, au cours de ce trimestre, nous avons été en mesure de préparer la restructuration que nous avons mise en œuvre au cours de ce mois (cf. note 3b ci-après pour de plus amples informations sur ce point) et de continuer à valider notre stratégie. Nous avons noté que nos clients grands comptes avaient enregistré les premiers signes de reprise dans leurs marchés, ce qui, en supposant que cette reprise s'affirme, nous laisse raisonnablement penser que cela se traduira dans nos chiffres de vente dans les trimestres à venir.

Nos charges ont été plus élevées que la normale ce trimestre du fait de frais relatifs aux embauches réalisées avant la mise en œuvre de la restructuration, et également du fait de dépenses de marketing non récurrentes exposées à la suite du lancement de la version 2.1 de gDoc Fusion.

Production printing

Contrairement à ce qui s'était produit les années précédentes, un des clients du segment opérationnel Print ne nous a pas adressé sa commande annuelle de licences ce trimestre, du fait d'une utilisation des licences acquises l'année passée moindre qu'escomptée.

Beaucoup de nos clients grands comptes sont en train de préparer IPEX 2010 qui aura lieu au mois de mai prochain, où seront présentées les dernières innovations en matière de solutions d'impression. Les technologies développées par Global Graphics seront présentes dans nombre de ces solutions et il convient de noter que l'ensemble des acteurs du secteur est prudemment optimiste quant à la réussite de cette foire.

Office printing

Les évaluations de nos solutions d'impression embedded se poursuivent ainsi que nous l'avions prévu. Comme annoncé en février dernier, le retour que nous avons eu des prospects qui ont testé nos solutions a été très positif jusqu'ici, y compris au cours du premier trimestre.

Knowledge worker applications

Au premier trimestre de l'exercice en cours, nous avons enregistré plus de 300 000 téléchargements de nos applications gDoc, et plus de 40 000 personnes ont enregistré leurs licences de notre application gratuite gDoc Creator. Au cours de cette même période, nous avons conclu 16 Corporate License Plans (CLPs) grâce auxquels une entreprise peut facilement acquérir l'ensemble de nos applications gDoc.

Nous avons noté avec intérêt que gDoc Fusion a été validé par des experts du secteur comme le seul outil dans sa catégorie qui permet d'améliorer la productivité des gens qui l'utilisent : c'est un point d'accroche sur lequel nous allons investir dans le but d'accroître la vitesse d'adoption et les ventes de nos applications gDoc.

(ii) Au plan financier

Résultats du premier trimestre 2010

Les ventes réalisées au premier trimestre 2010 ont été affectées par la poursuite du ralentissement économique que nous avons souligné lors de la publication des résultats des trois premiers trimestres de l'exercice clos le 31 décembre 2009 et des résultats de ce même exercice au mois de février dernier.

De fait, le chiffre d'affaires consolidé s'est élevé à 2 024 au premier trimestre 2010, un montant inférieur de 25,0% à taux de change courants au chiffre de 2 697 réalisé à ce titre au premier trimestre 2009.

Le chiffre d'affaires réalisé dans le segment opérationnel Print, et notamment celui réalisé dans le marché des arts graphiques, a continué à être médiocre, conduisant à un repli des ventes réalisées dans ce segment ce trimestre de 15,8% par rapport au premier trimestre 2009, à taux de change constants.

Le chiffre d'affaires réalisé dans le segment eDoc au premier trimestre 2010 s'est affiché en repli de 46,9%, à taux de change constants, par rapport aux ventes réalisées dans ce même segment au premier trimestre 2009, en raison notamment d'un décollage lent des ventes de gDoc Fusion au premier trimestre 2010.

Les charges d'exploitation se sont élevées à 3 015 ce trimestre, contre 2 731 au premier trimestre 2009, soit une hausse de 10,4% d'une période sur l'autre, à taux de change courants.

Le Groupe a dégagé une perte opérationnelle retraitée de 1 079 ce trimestre (équivalente à -53,3% du chiffre d'affaires consolidé réalisé ce trimestre), contre une perte opérationnelle retraitée de 251 au premier trimestre 2009 (qui était équivalente à -9,3% du chiffre d'affaires consolidé réalisé au cours de ce trimestre).

Le Groupe a dégagé une perte avant impôt retraitée de 1 213 au premier trimestre 2010 (soit une perte de € 0,12 par action), contre une perte avant impôt retraitée de 153 (soit une perte de € 0,02 par action) au premier trimestre 2009.

Le Groupe a dégagé une perte nette retraitée de 1 167 en 2009 au premier trimestre 2010 (soit une perte de € 0,12 par action), contre une perte nette retraitée de 219 (soit une perte de € 0,02 par action) au premier trimestre 2009.

Flux de trésorerie du premier trimestre 2010

Les activités opérationnelles du Groupe ont utilisé un flux net de trésorerie de 643 ce trimestre (équivalent à -31,8% du chiffre d'affaires consolidé réalisé ce trimestre) alors qu'elles avaient dégagé un flux net de trésorerie de 104 au premier trimestre 2009 (3,9% du chiffre d'affaires consolidé réalisé au cours de ce trimestre).

La trésorerie disponible au 1^{er} janvier 2010 (qui s'élevait à 3 144) a permis au Groupe de financer ces besoins opérationnels et également d'autofinancer les investissements corporels réalisés au cours du trimestre pour 31, ainsi que ceux résultant de l'activation des frais de développement (cf. note 2b supra) au cours de cette même période, pour un total de 237, et de conclure le trimestre avec une trésorerie nette consolidée se montant à 2 316.

(b) Prévisions pour l'exercice en cours

(i) Mise en œuvre d'un plan de restructuration des activités du Groupe

Le 14 avril dernier, un plan de restructuration des activités du Groupe a été mis en œuvre au terme de la revue des axes de la stratégie poursuivie par le Groupe et de son portefeuille de produits initiée par le conseil d'administration et l'équipe de direction du Groupe depuis plusieurs semaines.

Les principales caractéristiques de ce plan de restructuration sont les suivantes :

- Les activités de la filiale indienne du Groupe à Pune ont été externalisées vers le bureau local de Global Logic, société leader dans le domaine des activités de développement de produits au plan mondial. 23 des 31 salariés de la filiale indienne ont ainsi été transférés chez Global Logic, ce transfert permettant au Groupe d'avoir accès aux meilleures pratiques en matière de processus et de systèmes de développement, et de fidéliser les talents-clés des membres de son équipe de développement et d'assurance qualité en Inde.
- Les autres changements prévus dans le cadre de ce plan comprennent notamment la fermeture du bureau de développement en Floride, le déménagement de l'équipe de développement et d'assurance qualité des locaux actuels à Manchester vers des locaux plus fonctionnels à proximité, ainsi que des coups dans le coût de l'infrastructure informatique du Groupe.
- Au total, environ 30 personnes ont été licenciées dans le cadre de ce plan de restructuration, dont 8 en Inde et 15 autres au Royaume-Uni.

Une charge non récurrente sera comptabilisée au titre de ce plan dans les comptes consolidés du trimestre en cours, dont le montant est attendu entre 0,3 et 0,5 million d'euros. Les économies de coûts attendues ont été évaluées entre 2,3 et 2,5 millions d'euros en base annuelle (sur la base des taux de change observés actuellement), cette fourchette tenant compte du coût des personnes dont l'embauche est prévue pour permettre au Groupe de réaliser ses objectifs stratégiques.

(ii) Au plan opérationnel

Production printing

Compte tenu d'un climat économique global qui semble s'améliorer, et des signaux positifs qui entourent la préparation d'IPEX 2010, je suis optimiste quant aux perspectives du production printing dans la mesure où deux de nos nouveaux clients grands comptes dans le secteur de l'impression numérique vont commercialiser des solutions basées sur des technologies proposées par Global Graphics, et que nous travaillons étroitement avec nombre de clients et de prospects.

Office printing

Ce secteur représente une opportunité de chiffre d'affaires importante pour Global Graphics, étant rappelé que les cycles de ventes dans ce secteur sont longs et complexes. Toutefois, les évaluations de nos solutions d'impression embedded se poursuivent ainsi que nous l'avions prévu et le retour que nous en avons de nos prospects demeure très positif.

Knowledge worker applications

Notre équipe de vente directe est désormais opérationnelle et a enregistré des premiers succès : nous allons continuer à nous assurer que cette équipe a pour objectifs d'accroître l'adoption de nos applications gDoc au sein des entreprises et de conclure d'autres CLPs.

Nous travaillons également à porter notre proposition vers plusieurs marchés verticaux que nous considérons comme critiques en nous focalisant sur les gains de productivité qui pourront être réalisés, cette démarche faisant l'objet d'une validation par des experts du secteur.

Nous avons enfin une base de nouveaux clients pour notre produit gratuit de création de fichiers que nous allons pousser à migrer vers gDoc Fusion au cours de l'exercice 2010.

Je suis tout à fait convaincu que nous avons la bonne stratégie, et que nous disposons des équipes et des solutions nous permettant de la mettre en œuvre.

La restructuration que nous avons initiée ne nous a pas seulement placé dans une meilleure situation financière, mais nous a aussi permis de recruter les compétences-clés nécessaires, qui viennent s'ajouter à celles déjà fortes dont nous disposons, pour nous permettre d'atteindre ce but.

NOTE 4 : RISQUES SIGNIFICATIFS AUX PLANS OPERATIONNEL ET FINANCIER

(a) Au plan opérationnel

(i) Dépendance vis-à-vis des secteurs des arts graphiques & de l'impression numérique

L'essentiel du chiffre d'affaires du Groupe continue à provenir des ventes de solutions logicielles et de services associés aux intervenants des secteurs des arts graphiques et de l'impression numérique. Le succès futur du Groupe dépend étroitement d'une poursuite de la demande de ses produits par ces clients.

La direction du Groupe considère qu'un des facteurs importants de sa croissance a été l'évolution importante de ces secteurs, qui s'est traduite notamment par une concentration du nombre d'intervenants de ces secteurs et l'évolution technologique continuelle, se traduisant notamment par l'introduction de nouveaux langages de description de pages tels que XPS, le format de document fixe développé par Microsoft. Si cette tendance devait se ralentir dans le futur, il est possible que la demande de solutions telles que celles proposées par le Groupe soit moindre que prévue.

(ii) Incapacité à réaliser la transition vers de nouveaux produits ou de nouveaux marchés

Tout retard ou échec dans le développement ou la commercialisation de ses produits, y compris les mises à jour de produits existants, ou à anticiper les besoins de changement des clients comme les nouveaux besoins des marchés où le Groupe opère, pourrait avoir un effet négatif sur ses ventes et ses résultats. Dans le passé, le Groupe a réalisé une partie significative de son chiffre d'affaires dans la vente de produits nouveaux ou de nouvelles versions de produits existants (tels ses Raster Image Processors ou RIPs). Le Groupe prévoit de lancer un nombre important de nouveaux produits ou de nouvelles versions de ses produits actuels, dont des versions host driver et embedded de son RIP, compatibles avec les dernières versions des systèmes d'exploitation, ou qui lui permettent de se positionner sur de nouveaux marchés, tels ceux visés par sa technologie de conversion de documents électroniques (Electronic Document conversion Libraries ou EDL), ou par sa famille de produits gDoc.

L'incapacité du Groupe à inclure ses technologies-clés dans de nouvelles applications ou à les porter vers de nouvelles plateformes, à anticiper ou à répondre aux évolutions technologiques ou aux besoins des clients et aux attentes des marchés pourrait freiner l'acceptation par les clients de ses produits et avoir un effet négatif sur les ventes et sur les résultats du Groupe.

(iii) Protection inadaptée de ses technologies et droits de propriété intellectuelle

Le succès du Groupe dépend étroitement des technologies qu'il a inventées. Pour protéger ses droits en la matière, le Groupe s'appuie sur un ensemble de dispositions légales ayant trait à la propriété intellectuelle, au copyright, aux secrets de fabrication et au dépôt de marques, et sur la mise en place et le respect ultérieur d'accords de confidentialité ou de limites à l'usage par les tiers de ses droits de propriété intellectuelle.

Dans ce cadre, le Groupe est amené à conclure des accords écrits de confidentialité avec ses employés, ses prospects, ses clients grands comptes ou encore ses partenaires stratégiques, et à mettre en œuvre différentes mesures visant à restreindre l'accès à ses programmes, ses droits de propriété

intellectuelle et aux technologies qu'il a inventées, et à en éviter la communication aux tiers.

Malgré ces efforts, dans le cas où de tels accords n'auraient pas été conclus à temps, n'auraient pas été respectés ou mis en œuvre de manière effective, le Groupe pourrait se trouver dans l'incapacité de protéger de manière efficace ses droits de propriété intellectuelle, toute action visant à faire respecter ses droits étant par nature onéreuse.

Des tierces parties non autorisées pourraient chercher à copier ou à obtenir une copie, distribuer ou utiliser les produits et les technologies développés par le Groupe. Assurer un suivi de l'utilisation frauduleuse des programmes développés par le Groupe n'est pas chose aisée. La direction du Groupe ne peut être certaine que les mesures prises pour empêcher une utilisation frauduleuse des technologies inventées par le Groupe seront pleinement efficaces, particulièrement dans les pays où les dispositions légales en la matière n'offrent pas les mêmes garanties que dans l'UE ou aux Etats-Unis.

Le code source des programmes développés par le Groupe fait lui aussi l'objet d'une protection en tant que secret de fabrication. Pour autant, lorsque cela est nécessaire, le Groupe concède des accords de licences sur ses codes sources à ses clients grands comptes ou ses partenaires techniques, ce qui crée un risque potentiel d'utilisation frauduleuse ou de détournement, en dépit de l'existence de dispositions contractuelles restrictives en matière de communication, distribution, copie ou utilisation du code source des produits qu'il a développés. Par ailleurs, il est possible pour des tiers non autorisés d'obtenir, de distribuer, de copier ou d'utiliser des informations confidentielles dont le Groupe est le propriétaire et de faire un travail d'ingénierie inverse sur les secrets de fabrication du Groupe.

Le Groupe est titulaire de brevets, et a déposé des demandes de brevets, aux Etats-Unis et dans l'Union européenne. Le Groupe n'a aucune certitude sur l'absence de remise en cause de ses brevets, sur le fait que les demandes de brevets qui ont été déposées seront acceptées, ou que les motifs qui ont permis l'obtention de brevets ou ceux qui fondent les demandes de brevets seront d'une force suffisante pour assurer une protection efficace des droits de propriété intellectuelle du Groupe.

(iv) Coûts liés à la défense et l'acquisition de droits de propriété intellectuelle

Dans le cadre de la mise en œuvre d'actions visant à faire valoir ses droits en matière de propriété intellectuelle, à acquérir de tels droits auprès de tiers, ou à se défendre dans le cas de violations supposées ou de contestations des droits de tierces parties, y compris d'antériorité en matière de brevets, le Groupe a été, et pourra être à l'avenir, partie à des demandes, des négociations ou des actions dilatoires dans ce domaine.

Le coût d'un litige ou d'une plainte en matière de droits de propriété intellectuelle est généralement élevé et est susceptible d'avoir un effet perturbant sur la marche du Groupe dans la mesure où de telles actions détournent l'énergie et l'attention de la direction et des personnes-clés au plan technique de la gestion quotidienne des affaires du Groupe.

Bien que jusqu'ici le Groupe ait été en mesure de faire échouer ou de résoudre avec succès les actions et les demandes en cette matière, rien ne garantit que cela sera le cas si de telles actions et demandes lui étaient faites à l'avenir.

Le Groupe pourrait également devoir payer cher le fait d'utiliser dans ses produits les droits de propriété intellectuelle de tiers. Le respect des droits détenus par des tiers en matière de propriété intellectuelle pourrait conduire le Groupe à débours des sommes importantes à ce titre, amener le Groupe à conclure des accords de licence ou prévoyant le versement de royalties dont les termes ne lui seraient pas favorables, empêcher le Groupe de commercialiser certains de ses produits, affecter les marchés sur lesquels le Groupe est présent, ou encore

obliger le Groupe à conclure des accords avec ses clients aux termes desquels le Groupe s'engagerait à indemniser ces derniers, et qui pourraient comprendre diverses clauses susceptibles d'avoir un effet défavorable sur la marche des affaires du Groupe.

(v) Caractère variable des résultats et facteurs expliquant cette variabilité
Conséquence d'un ensemble de facteurs présentés dans le présent rapport, le chiffre d'affaires et les résultats consolidés du Groupe pour un trimestre donné sont difficiles à prévoir. Le chiffre d'affaires réalisé par le Groupe est susceptible de connaître une croissance moindre que prévue, voire, lors de certaines périodes, s'afficher en repli.

Par ailleurs, le Groupe communique de manière régulière des prévisions de résultats. Ces prévisions tiennent compte d'un certain nombre d'hypothèses, y compris certaines relatives aux prix de vente des produits, aux prévisions en matière de demande, aux fluctuations saisonnières de la demande, au poids de la concurrence, et à la manière dont les nouveaux produits ou les nouvelles versions de produits existants seront accueillis par les clients. Si une ou plusieurs de ces hypothèses s'avéraient inexactes, les résultats réels du Groupe pourraient être significativement différents de ceux anticipés, estimés ou projetés.

(vi) Environnement économique défavorable

La crise économique mondiale qui se poursuit a pesé et devrait continuer à peser sur les investissements faits par les clients dans les produits commercialisés par les clients du Groupe, particulièrement dans le segment opérationnel Print. Des ventes réduites par ses clients ont pour conséquence un niveau de vente moindre pour les produits du Groupe.

Par ailleurs, pour le cas où les clients du Groupe ne seraient pas en mesure de réaliser des ventes suffisantes ou de sécuriser le financement nécessaire à leur exploitation, ils pourraient se trouver dans l'impossibilité de procéder au règlement des sommes dues au Groupe, ou de ne le faire qu'avec retard, voire de modifier, repousser ou annuler les prévisions d'achat des produits commercialisés par le Groupe, ce qui ne manquerait pas d'avoir un effet défavorable sur le niveau des ventes du Groupe.

En outre, les charges opérationnelles du Groupe pourraient augmenter, en raison notamment de la nécessité d'augmenter les rémunérations, ce qui aurait un effet négatif sur les résultats et la situation financière du Groupe.

Lors de la préparation desdits états, la direction du Groupe est amenée à faire des estimations et à utiliser des hypothèses pour établir la valeur de certains postes de ces états financiers ou rédiger certaines notes annexes, qui sont, pour certaines d'entre elles, basées sur des prévisions de résultats futurs. L'environnement économique défavorable et la volatilité accrue qui en découle conduisent à augmenter le risque que les résultats réels du Groupe puissent être sensiblement des prévisions faites par la direction du Groupe, conduisant à la nécessité de constater des ajustements dans les états financiers consolidés des exercices futurs.

(vii) Recrutement et rétention des personnes-clés

Une part importante du succès futur du Groupe dépendra de la continuité dans la composition de l'équipe de direction, aussi bien au niveau de la direction générale que des autres membres de cette équipe. Les personnes qui la composent ont une grande connaissance du Groupe et de son fonctionnement et la perte d'un des membres de cette équipe pourrait avoir des conséquences dommageables pour la marche du Groupe.

Celle-ci dépend aussi de sa capacité à attirer, retenir et motiver des personnes talentueuses et hautement qualifiées, notamment dans les domaines du développement et du support technique. La demande est forte et la concurrence intense pour ce type de profils.

Si le Groupe venait à ne plus être capable d'attirer puis de retenir ces personnes-clés, la marche de ses affaires pourrait en être affectée.

(b) Au plan financier

Les activités du Groupe l'exposent à un certain nombre de risques au plan financier, notamment de change, de crédit, de liquidité et de taux d'intérêts.

(i) Risque de change

Le Groupe a des activités dans diverses régions du monde et est de ce fait exposé aux risques de fluctuation des parités de changes de plusieurs devises, particulièrement la livre britannique et le dollar américain, qui affectent aussi bien les transactions commerciales futures que les actifs et passifs inscrits au bilan consolidé (notamment la trésorerie et les créances clients) ou les investissements nets réalisés dans les filiales étrangères.

Pour gérer le risque de change inhérent à certaines transactions commerciales futures, ou aux actifs et passifs inscrits au bilan consolidé (qui sont libellés dans une devise qui n'est pas la devise de fonctionnement de l'entité), certaines entités du Groupe ont recours à des contrats de ventes à terme de devises ou d'options de change souscrits auprès d'établissements financiers de premier plan, après revue et accord du directeur financier du Groupe.

- Contrats d'options de change

S'il l'estime nécessaire, le Groupe peut être amené à souscrire des contrats d'options de change, avec ou sans versement d'une prime initiale, visant à couvrir son risque de change, aux termes desquels le Groupe a la possibilité, mais non l'obligation, de convertir à la date d'échéance du contrat, un montant convenu de dollars américains en euros à un taux de change plafond ('strike price'), dans l'hypothèse où, durant toute la vie du contrat, le taux de change euro/dollar a toujours été supérieur à un taux de change plancher ('trigger rate') convenu. Dans le cas contraire, le Groupe est contraint de convertir la valeur du contrat en dollars au strike price à la date d'échéance du contrat.

Au 31 mars 2010, seuls deux contrats d'options de change call euros / put dollars américains sont en cours : ces contrats, de valeurs nominales égales à respectivement 100 000 et 150 000 dollars américains, et dont les strike prices sont respectivement égaux à 1,5000 et 1,4690 dollars américains pour un euro, ont tous deux une date d'échéance au 13 décembre 2010 et un trigger price égal à 1,3250 dollars américains pour un euro.

Ces contrats ont conduit le Groupe à enregistrer une perte de change s'élevant à 29 au premier trimestre 2010, contre une perte de change égale à 17 au titre de tels contrats au premier trimestre 2009.

- Contrats de ventes à terme de devises

La totalité des contrats d'options de change call livres sterling / put dollars américains ainsi que trois des quatre contrats d'options de change call euros / put dollars américains qui étaient en cours au 31 décembre 2009, de même que trois des quatre contrats d'options de change call euros / put dollars américains souscrits par la Société au mois de janvier 2010, ont été transformés en contrats de ventes à terme de dollars américains au cours du premier trimestre 2010, par suite de l'atteinte des trigger rates au cours de cette période, conséquence d'un affaiblissement imprévu du dollar américain contre l'euro et la livre sterling.

Ceci a amené le Groupe à constater une provision pour risque de pertes de change au titre de ces contrats d'un montant de 118 au 31 mars 2010.

Par ailleurs, le Groupe a réalisé des investissements dans certaines filiales étrangères qui l'exposent à un risque de change. Le risque de change inhérent à l'investissement réalisé dans les filiales anglaise et américaine est couvert, lorsque cela est utile, au travers de la souscription d'emprunts libellés dans les devises correspondantes.

(ii) Risque de crédit

Les principaux instruments financiers qui sont susceptibles de faire courir au Groupe un risque de crédit sont les créances clients.

Dans la mesure où il propose et commercialise ses produits et services à une large base de clientèle, qui comprend aussi bien des grands comptes, des distributeurs, que des intégrateurs de systèmes, le Groupe estime que le risque de crédit est limité, même si un nombre relativement restreint de clients a contribué à réaliser une part importante du chiffre d'affaires du Groupe au cours des dernières années, en raison d'une certaine concentration de la demande dans les marchés servis par le Groupe.

Les dix principaux clients ont représenté environ 63,7% du chiffre d'affaires consolidé réalisé au premier trimestre 2010 (contre respectivement 60,9% au premier trimestre 2009 et 57,0% pour l'ensemble de l'exercice 2009). Les cinq premiers clients du Groupe ont représenté environ 44,9% du chiffre d'affaires consolidé réalisé au premier trimestre 2010 (contre respectivement 42,3% au premier trimestre 2009 et 41,3% pour l'ensemble de l'exercice 2009), alors que le premier client a représenté environ 13,9% du chiffre d'affaires consolidé réalisé au premier trimestre 2010 (contre respectivement 10,3% au premier trimestre 2009 et 14,0% pour l'ensemble de l'exercice 2009).

(iii) Risque de liquidité

Du fait de la nature dynamique de ses activités, le Groupe cherche à se garantir une grande flexibilité dans le financement de ses activités en disposant de diverses facilités de crédit.

Néanmoins, compte tenu d'une trésorerie nette s'élevant à 2 316 et d'une absence de dettes financières au 31 mars 2010, le Groupe n'a pas jugé utile de chercher à disposer de telles lignes de crédit.

(iv) Risque de taux d'intérêts

Dans la mesure où le Groupe ne dispose pas d'actifs ou de passifs significatifs qui lui rapportent des produits d'intérêts ou lui coûtent des charges d'intérêts tant au 31 mars 2010 qu'au 31 décembre 2009, les résultats et les flux de trésorerie dégagés par son activité au cours du premier trimestre 2010 n'ont pas été significativement affectés par les variations de taux d'intérêts.

Pour de plus amples informations sur ce point, merci de bien vouloir vous référer à la note 6 de l'annexe aux états financiers consolidés résumés intermédiaires du premier trimestre de l'exercice 2010.

(c) Autres facteurs de risques significatifs

(i) Perte de valeur des écarts d'acquisition et des autres actifs incorporels

Les écarts d'acquisition et les autres actifs incorporels font l'objet d'une revue, pratiquée au moins une fois l'an, ou plus fréquemment s'il existe des événements ou des changements de circonstances pouvant laisser penser qu'il y a lieu de constater et de comptabiliser une perte de valeur de ces actifs, notamment un recul des résultats opérationnels et des projections de flux de trésorerie futurs. Si les prévisions de résultats opérationnels futurs du Groupe ou tout autre événement devaient amener la direction du Groupe à devoir constater une perte de valeur des écarts d'acquisition et des autres actifs incorporels, le Groupe pourrait être contraint de devoir constater une charge d'un montant qui pourrait être significatif au titre de la période durant laquelle cette perte de

valeur serait identifiée, ce qui ne manquerait pas d'avoir un impact défavorable sur les résultats du Groupe.

IAS 34 requiert qu'à chaque date d'arrêté intermédiaire soient mis en œuvre des tests permettant de déterminer s'il y a lieu de constater et de comptabiliser une perte de valeur des écarts d'acquisition et des autres actifs incorporels ou, le cas échéant, de reprendre une écriture constatée à ce titre au cours de périodes ou d'exercices antérieurs, ces tests devant être conduits d'une manière similaire aux tests de même nature qui sont obligatoirement menés en fin d'exercice.

En application du paragraphe 36 de l'annexe B d'IAS 34, le Groupe n'a pas réalisé de tests détaillés de recherche d'une éventuelle perte de valeur des écarts d'acquisition et des autres actifs incorporels au 31 mars 2010, mais s'est attaché à identifier les éventuels indicateurs révélant l'existence d'une telle perte de valeur à cette dernière date. Suite à cette revue, aucune charge n'a été comptabilisée au titre d'une perte de valeur des écarts d'acquisition et des autres actifs incorporels dans les états financiers consolidés résumés intermédiaires du premier trimestre de l'exercice 2010.

(ii) Changements à venir ou interprétations des principes comptables.

Comme indiqué à la note 2a des états financiers consolidés résumés intermédiaires du premier trimestre de l'exercice 2010, le Groupe établit ses comptes consolidés selon les principes comptables internationaux (International Financial Reporting Standards ou IFRS), révisés le cas échéant, et les interprétations y afférentes, promulgués par l'International Accounting Standards Board, tels qu'adoptés par l'Union européenne.

Les modifications apportées à ces règles, ou le retard pris dans l'adoption de nouveaux standards par l'Union européenne, sont susceptibles d'avoir un effet significatif sur les comptes du Groupe, voire d'affecter de manière rétrospective les résultats des exercices ou périodes passés.

Les principes comptables utilisés par le Groupe qui sont susceptibles d'être affectés par des discussion papers ou des exposés-sondages récemment publiés sont les suivants :

- le 31 mars 2009, l'IASB a soumis à commentaires un exposé-sondage sur les impôts sur les résultats, qui propose d'apporter des changements à la manière dont sont comptabilisés ces impôts ; l'IASB a prévu de publier un nouveau standard sur ces impôts dans le courant de l'année 2010 qui remplacera le standard actuel en la matière, IAS 12, Impôts sur le résultat,

- le 19 décembre 2008, l'IASB et le FASB ont soumis à commentaires un discussion paper intitulé Preliminary Views on Revenue Recognition in Contracts with Customers ; l'IASB a prévu de publier un nouveau standard sur la reconnaissance et la comptabilisation du chiffre d'affaires dans le courant de l'année 2011 qui remplacera les standards actuels en la matière, IAS 11, Contrats de construction et IAS 18, Chiffre d'affaires.

NOTE 5 : PRINCIPALES TRANSACTIONS ENTRE PARTIES LIEES

Merci de bien vouloir vous référer pour de plus amples informations sur ce point à la note 12 de l'annexe aux états financiers consolidés résumés intermédiaires du premier trimestre de l'exercice 2010.

NOTE 6 : DONNEES RELATIVES AU PERSONNEL

(a) Localisation géographique

	31 mars 2010	31 décembre 2009
Royaume-Uni	69	67
Inde	31	30
Etats-Unis d'Amérique	19	18
Japon	3	3
Europe continentale	2	2
Total	124	120

(b) Ventilation par activité

	31 mars 2010	31 décembre 2009
Recherche-développement	75	74
Vente et support	32	32
Administration et autres	17	14
Total	124	120

NOTE 7 : DROITS DE VOTE ET ACTIONNAIRES SIGNIFICATIFS

(a) Droits de vote au 31 mars 2010

Nombre d'actions auxquelles est attaché un droit de vote double	7 026
Nombre d'actions auxquelles est attaché un droit de vote simple	10 282 755
Nombre total de droits de vote attaché aux actions ordinaires en circulation au 31 mars 2010	10 296 807

(b) Actionnaires significatifs

(i) Stichting Andlinger & Co. Euro-Foundation

Au 31 mars 2010, comme cela était également le cas au 31 décembre 2009, la Stichting Andlinger & Co. Euro-Foundation détenait 2 883 001 actions dans le capital de la Société (soit 28,01% du capital), auxquelles était attaché un nombre équivalent de droits de vote, représentant 27,99% du nombre total des droits de vote attachés aux actions formant le capital de la Société au 31 mars 2010.

(ii) Autres actionnaires significatifs

Le 31 mars 2010, la Société a reçu une notification de KBC Asset Management NV l'informant que cette dernière détenait 517 180 actions (soit 5,02% du nombre d'actions formant le capital de la Société au 31 mars 2010), auxquelles était attaché un nombre équivalent de droits de vote, représentant 5,01% du nombre de droits de vote attachés aux actions formant le capital de la Société au 31 mars 2010.

A cette même date, le Groupe n'avait pas d'informations sur une détention par un autre actionnaire de plus de 5% du capital de la Société, ou de plus de 5% du total des droits de vote attachés aux actions formant le capital de la Société.

(c) Actions détenues par les administrateurs

Actions détenues par les administrateurs au 31 mars 2010	254 785
% du capital détenu par les administrateurs au 31 mars 2010	2,5%
Variation au cours du premier trimestre de l'exercice 2010	0

NOTE 8 : INFORMATIONS RELATIVES A GLOBAL GRAPHICS SA

Dans la mesure où Global Graphics n'a qu'un unique employé, et que la totalité du chiffre d'affaires réalisé par Global Graphics SA provient de la refacturation de frais de siège aux entités opérationnelles du Groupe, il n'est pas fourni d'informations sur les résultats sociaux de cette société au titre du premier trimestre 2010, dans la mesure où ces informations n'ont pas été jugées pertinentes dans le cadre de la présentation des états financiers consolidés résumés intermédiaires du premier trimestre de l'exercice 2010.

GRUPE GLOBAL GRAPHICS

ATTESTATION DE LA PERSONNE ASSUMANT LA RESPONSABILITE DU RAPPORT FINANCIER
INTERMEDIAIRE DU PREMIER TRIMESTRE DE L'EXERCICE 2010

J'atteste qu'à ma connaissance, les comptes consolidés résumés intermédiaires qui sont inclus dans le rapport financier du Groupe pour le premier trimestre de l'exercice 2010 sont établis en conformité avec IAS 34, Information Financière Intermédiaire, et plus généralement, avec les principes comptables internationaux (International Financial Reporting Standards ou IFRS), et les interprétations y afférentes, promulgués par l'International Accounting Standards Board, tels qu'adoptés par l'Union européenne, et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et des résultats du groupe Global Graphics au titre du premier trimestre de l'exercice 2010.

J'atteste également que le rapport d'activité intermédiaire, qui est présenté ci-avant, présente un tableau fidèle des informations mentionnées à l'article 222-6 du Règlement général de l'Autorité des marchés financiers, et fait notamment mention des événements importants survenus pendant le premier trimestre de l'exercice 2010 et de leur incidence sur les comptes consolidés résumés intermédiaires établis au titre de cette période, des principaux risques et incertitudes affectant les neuf mois restants de l'exercice en cours, ainsi que des principales transactions entre parties liées intervenues au cours du premier trimestre de l'exercice 2010.

Fait à Bruxelles (Belgique), le 22 avril 2010,

Gary Fry
Directeur général